

DEPARTEMENT DU MORBIHAN

COMMUNE DE GUIDEL

ARRETE n° 2023_157 DU 26 JUIN 2023 REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION DES PIETONS ET DES VEHICULES – POSE DE BLOC DE BETON POUR ALIMENTATION PROVISOIRE DE CHANTIER

Le Maire de la ville de Guidel,
VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions,
VU la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 complétant et modifiant la loi n° 82.213 du 2 mars 1982,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles 2213-1 et 2213-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement,
VU le Code de la route, et notamment ses articles R110-2, R411-3-1 et R411-2, R411-8 et R411-25
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment la 4ème partie du livre,
VU la demande de la société SAS JAFFRE adressée par courriel le 19 juillet 2023,
CONSIDERANT que ces travaux portent atteinte à l'emprise sur le domaine public,
CONSIDERANT que pour réaliser les travaux, il convient de réglementer la circulation piétonne et routière,
CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité pendant les travaux,

ARRETE

- ARTICLE 1 :** A compter du 31 juillet 2023, l'entreprise SAS JAFFRE est autorisée à procéder à la pose de blocs de béton avenue de Brauweiler et rue Saint Maurice, pour l'alimentation provisoire d'un chantier.
- ARTICLE 2 :** Ces blocs béton et poteaux (hauteur 7 mètres) resteront en place le temps nécessaire à la réalisation du chantier de construction « Aura ».
- ARTICLE 3 :** Les travaux devront être réalisés selon les prescriptions générales du règlement de la voirie communale.
- ARTICLE 4 :** La signalisation sera mise en place par le pétitionnaire qui sera entièrement responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
- ARTICLE 5 :** Sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée :
- le Maire de GUIDEL
- la Brigade de Gendarmerie de PONT SCORFF
- la société SAS JAFFRE
- ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur ou de sa notification. Il peut également être saisi sur la plateforme dématérialisée Télérecours Citoyens www.telerecours.fr.

GUIDEL, le 28 Juillet 2023
Le Maire,
Joël DANIEL

